



Comité des projets
9^e réunion
2 mars 2015
Londres (Royaume-Uni)

**Résumé des rapports de situation soumis par
les Agences d'exécution de projet (AEP) sur
les projets en cours de mise en œuvre**

Contexte

L'OIC, en tant qu'organe de contrôle des projets sur le café du Fonds commun pour les produits de base (FCPB), participe au suivi de la mise en œuvre des projets, notamment l'examen de la réalisation des objectifs, l'identification des contraintes et la vérification des dépenses. Le présent document résume les rapports de situation individuels soumis par les AEP (voir la section II du document PJ-85/15) et il contient une liste des acronymes employés. Les rapports semestriels complets (en anglais) sont disponibles sur demande auprès du Secrétariat.

Annexe III : Régénération qualitative et quantitative du café pour améliorer les conditions de vie des caféiculteurs frappés et déplacés par la guerre en République démocratique du Congo – CFC/ICO/51

Mesure à prendre

Le Comité des projets est invité à prendre note de ce rapport.

LISTE DES ACRONYMES

AEP	Agences d'exécution de projet
ASSECAF	Association nationale des exportateurs de café
CBO	Cooperative Bank of Oromia
EPA	Écoles pratiques d'agriculture
FCPB	Fonds commun pour les produits de base
OIC	Organisation internationale du Café
MSL	Micro-stations de lavage
NAEB	National Agricultural Export Development Board
OCCU	Union des coopératives de café de Oromia
WWF	Fonds mondial pour la nature

**Régénération qualitative et quantitative du café pour améliorer les conditions de vie des
caféiculteurs frappés et déplacés par la guerre en République démocratique du Congo
CFC/ICO/51**

1. **Période couverte par le rapport** : 1 juillet au 31 décembre 2014

2. **État de la mise en œuvre du projet**

Un an après son démarrage, l'avancement du projet est bien visible, même si un long chemin reste à parcourir, notamment en termes d'amélioration de l'environnement commercial. Le présent rapport récapitule les réalisations et les produits et indique les progrès accomplis pour atteindre les résultats et insiste sur certaines contraintes majeures comme le retard dans l'obtention de l'immunité fiscale et les difficultés d'accès au crédit pour les coopératives de café nouvellement créées.

Élément 1 : Appuyer l'augmentation durable de la productivité du café pour les petits caféiculteurs

Le nombre total d'animateurs résidents formés dans les écoles pratiques d'agriculture (EPA) a augmenté et s'établit désormais à 59. Malheureusement, les sessions des EPA n'ont pas encore démarré cette année car les producteurs de café ont concentré leurs efforts sur l'amélioration de la qualité, laissant plus de temps pour l'amélioration de la productivité des caféiers. L'autre raison est l'incapacité de l'ONC à mettre à disposition son agronome pour travailler sur le terrain car il traverse une période d'austérité budgétaire. Des discussions sont en cours et le directeur de l'ONC/Beni s'efforce de mobiliser des fonds pour 2015.

Les activités dans les pépinières progressent bien à Idjwi où 760 198 plants sur les 890 000 prévus (provenant de 8 pépinières de café créées à la mi-2014) ont été plantés dans des sacs en polyéthylène. Au Nord-Kivu, 30 pépinières ont été implantés avec 348 kg de semences ; on en attend 1 218 000 plants. Les activités dans les pépinières sont en cours alors que la demande de semis de nombreux villages augmente, les cultivateurs de riz et de quinquina voulant se reconvertir en plantation de café en raison d'attaques par les ravageurs et les maladies (Striga pour le riz, Phytophthora). L'aspect commercial des pépinières est préservé en vue d'assurer leur durabilité même si certains agriculteurs doivent vendre leur travail pour avoir accès à des semis à la saison de plantation. D'autres exploitants s'engagent à payer leurs plants au moyen des cerises livrées aux micro-stations de lavage.

Les producteurs de café apportent progressivement des fonds (89 300 dollars à ce jour) et des matériaux pour construire au moins six micro-stations de lavage (MSL) à Idjwi/Sud-Kivu et 21 autres MSL au Nord-Kivu. Malheureusement l'importation d'équipements

supplémentaires est retardée par les difficultés d'obtention de l'immunité fiscale, contrairement aux promesses faites par un conseiller de l'ancien Ministre de l'agriculture au cours de l'assemblée générale (2014) de l'OIC à Londres. VECO-RDC a également pris contact avec le Ministre des finances en vue d'obtenir une exemption de la taxe à l'importation car elle a signé l'accord-cadre avec le Ministre de la planification, comme l'administration congolaise fait obligation aux ONG étrangères, mais sans aucun résultat. Le paiement des taxes et impôts réduit le budget disponible pour la construction des MSL.

Élément 2 : Améliorer les prix du café bord-champ en améliorant la qualité

Pendant le premier semestre, 25,2 tonnes de K4 ont été vendues à SOPEX et à SOPROCOPIV par SYDIP (partenaire de VECO) et 19,26 tonnes de K4 ont été vendues à SOPEX par CPNCK (avec l'appui du projet), préparés à partir de café en parche lavé.

En octobre 2014, le dépulpage des cerises a commencé dans le premier lot de MSL. Les exploitants ont été payés à la livraison des cerises mûres qui avaient été soigneusement cueillies. Le prix payé était élevé, dans le droit fil de l'augmentation générale des prix de New-York liée à la sécheresse au Brésil et au fait que les exploitants n'ont plus à traiter les cerises dans leurs plantations. Un deuxième versement leur était dû après la vente du café. Les 3 coopératives (la 4^e, CPNCK, est actuellement en pleine récolte) ont produit 23,6 tonnes de K3 et en ont vendu 19,2 tonnes à Sucafina par l'intermédiaire de Phusys international, à 3 700 dollars la tonne. Les échantillons provenant de trois coopératives appuyées par VECO-RDC ont remporté le prix du Goût de la récolte, décerné à Kampala en janvier 2015, en occupant les quatre premières places pour l'Arabica de la RDC avec des notes de 83,85 à 85,70%. Le projet n'est pas parvenu à atteindre l'objectif initial de 25 conteneurs car de nombreux exploitants ont vendu leur café au stade de la floraison, pendant la période de pénurie alimentaire. Un retard dans l'accès au crédit de préfinancement a causé une perte de café à Rwenzori, dans les premiers mois de la saison).

L'équipement des MSL acheté avec les fonds de CORDAID en 2013 et livré en 2014 a servi aux producteurs de café regroupés en MSL à procéder à toutes les étapes de traitement du café, de manière centralisée. Ils ont compris la nécessité de cueillir uniquement des cerises rouges. Au moins 1 181 producteurs de café ont été formés (installation et essai des équipements).

Les producteurs de café d'Idjwi ont construit six MSL sur les huit prévues et attendent maintenant les dépulpeuses du Kenya pour démarrer effectivement la transformation centralisée du café dans la mesure où la campagne est avancée et où ils craignent de vendre à nouveau leur café à des acheteurs rwandais. Dans le Nord-Kivu, les exploitants construisent 21 autres MSL dont 15 attendent encore du matériel (dépulpeuses et autres).

Élément 3 : Améliorer l'efficacité de la chaîne de valeur grâce à une meilleure gouvernance de la filière café

Après le rapport précédent, VECO-RDC a concentré ses efforts de sensibilisation sur une activité pilote à Ituri, qui sera ultérieurement élargie à l'ensemble de la région de travail. Nous avons procédé à une étude des tendances des exportations à Ituri en recueillant des données sur le potentiel de production, en analysant les deux systèmes fiscaux légaux et illégaux, et nous avons établi un scénario de projection pour l'avenir. Le rapport a été approuvé par toutes les parties prenantes et a débouché sur des réunions multipartites à Bunia et à Mahagi. Le rapport a été présenté au Comité national de taxation des exportations agricoles, mis en place par le Premier ministre en réponse aux efforts de sensibilisation menés par l'Association nationale des exportateurs de café (ASSECAF), avec le soutien de ELAN/RDC.

Le gouvernement de la Province Orientale a fourni un soutien financier à la coopérative Kawa Maber pour marquer son intérêt dans la relance du secteur du café.

Au Nord-Kivu, VECO et ses partenaires ont recueilli des données sur la contrebande de café et les a communiquées au Directeur général de l'ONC, au Ministre provincial de l'agriculture et à l'ancien Ministre de l'agriculture nationale. Malheureusement, peu de changements ont été enregistrés (par exemple, suppression des taxes illégales à Goma d'environ 580 dollars par lot de café). L'obstacle est que les agents de l'ONC participent à la contrebande du café au lieu de jouer leur rôle de contrôle et de régulation.

Élément 4 : Gestion et coordination du projet

Le personnel de VECO basé dans les provinces a organisé des visites mensuelles sur le terrain pour aider les coopératives partenaires à planifier, organiser et lancer des activités, et à aider leur personnel dans divers domaines du projet. Le coordonnateur régional de projet a soutenu l'ensemble du processus en élaborant un modèle de statut des coopératives, en négociant et en préparant des contrats avec les partenaires comme l'ONC, l'INERA et les coopératives (questions institutionnelles). Il vérifie les cadres de référence et les contrats en fonction des procédures du FCPB et il forme et guide l'équipe du projet et les partenaires. Le système de suivi et d'évaluation a été mis en place sur la base du cadre logique du projet. Les outils de collecte de données sont en place : un système intégré qui permet de mesurer, d'apprendre et de communiquer. La récente réunion régionale de VECO a inspiré la conception des outils.

Un résumé des procédures et des outils financiers du FCPB a été mis à la disposition de tous les partenaires par le département financier de VECO.

VECO-RDC, avec le soutien de son siège social, a produit trois vidéos sur la relance de la filière café en RDC, destinées aux différentes parties prenantes (décideurs, acheteurs, grand public, baristas, etc.) en anglais, français et néerlandais. Les films ont également été affichés sur le site Web de VECO et sur YouTube.

Le plan de travail annuel et le budget de 2014 ont été établis et envoyés au FCPB. Les rapports financiers et techniques ont été envoyés à l'OIC et au FCPB, qui sont également régulièrement tenus informés par courriel ou lors de réunions.

3. Évaluation de l'utilisation des ressources

Les dépenses ont été ralenties par des complications rencontrées pour se prévaloir de l'immunité fiscale. Il n'est pas surprenant que les autorités frontalières participent à cette économie prédatrice afin d'accroître leurs salaires de misère, mettant ainsi en péril la compétitivité et la viabilité de la chaîne. VECO a négocié la signature d'un accord-cadre avec le gouvernement, comme alternative à l'immunité fiscale, mais a été informé que toutes les importations de matériel nécessiteront une autorisation distincte. L'importation de matériel agricole en RDC demeure un casse-tête, même avec le statut d'exonération du Ministère de l'agriculture. Le FCPB a promis d'engager des démarches de haut niveau pour régler ce problème pendant que VECO continue de rassembler les soutiens pour sortir de ce cauchemar administratif.

4. Les effets sociaux et environnementaux de la mise en œuvre du projet

Les producteurs de café sont encore confrontés à la pauvreté en raison de la faiblesse de leur position dans la chaîne de valeur, de la mauvaise transformation du café ainsi que de l'ignorance de la logique du marché. Le regroupement des exploitants en MSL et en coopératives renforce leur solidarité et leur attachement à l'entreprise en tant qu'entité économique forte. Les producteurs de café ont modifié et adopté les statuts des coopératives et élu leurs conseils et leurs comités de contrôle lors de leurs assemblées constituantes.

Quatre-vingt-cinq emplois ont été créés pour les agents des MSL pour une période de trois mois et cent emplois occasionnels de trieuses résultant de la vente d'un café de haute qualité. Dans la région de travail du projet, les exploitants ont amélioré leur régime alimentaire, construit de nouvelles maisons et payé sans problème les frais de scolarité de leurs enfants. Certains exploitants ont fait don d'une partie de leurs plantations à leurs épouses et les ont encouragées à se joindre aux MSL.

Les producteurs de café sont formés à la gestion de la pulpe et des eaux usées des MSL, dans des fosses prévues à cet effet. Le programme a recensé des thèmes liés à la fertilisation organique et à la lutte contre les ravageurs dans les plantations de café. VECO prépare un partenariat avec le Fonds mondial pour la nature (WWF), visant à intégrer l'agroforesterie dans le projet comme moyen d'atténuer les effets du réchauffement climatique et de créer un microclimat approprié pour le café.

Planification à long terme de la mise en œuvre du projet

La disponibilité dans les délais prévus des équipements supplémentaires est maintenant impérative, tant pour le succès du projet (maintenir la dynamique des exploitants dans la construction des MSL) que pour le renforcement des coopératives pour faire face aux demandes des acheteurs de café de spécialité. L'accès au crédit mobilisera les efforts de l'équipe du projet, non seulement pour obtenir des financements commerciaux, mais également en tant qu'élément crucial de la stratégie de sortie.

L'OIC et le FCPB devraient effectuer un examen de mi-parcours en mai/juin 2015.